

## LA MAIN-D'ŒUVRE

### LES MESURES PRÉVOYANT L'ÉGALITÉ DES POSSIBILITÉS D'EMPLOI POUR LES FEMMES

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Nous allons nous essayer auprès d'un autre ministre, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Main-d'œuvre voudrait-il répondre à une question supplémentaire qui fait suite à celle que mon chef a posée? Comme de plus en plus de femmes travaillent parce que le besoin les y oblige ou qu'elles ont des objectifs à poursuivre, et vu que le taux de chômage, dans leur cas, n'a cessé de s'accroître, passant de 8.4 p. 100 en février l'an dernier à 9.8 p. 100 cette année, quelles mesures particulières le ministre peut-il annoncer qui garantiraient aux femmes qui appartiennent à la population active et à celles qui ne figurent même pas dans cette statistique déplorable, autant de possibilités d'emploi qu'en ont les hommes?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député de cette préoccupation dont il vient de nous faire part. Dommage qu'il rattrape le gouvernement seulement maintenant et qu'il faille une manifestation sur la Colline pour lui faire enfin poser cette question à la Chambre.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Nous vous la posons depuis des années.

**M. Alexander:** Cessez donc d'essayer de faire dévier la question.

**M. Cullen:** De fait, dans le cas de mon ministère auquel la question s'adresse, le gouvernement a lancé le programme d'initiatives locales: 41 p. 100 des emplois créés par ce programme sont allés à des femmes, ce qui représente 4. p. 100 de plus que leur moyenne au sein de l'ensemble de la population active; à mon avis, cette mesure a remporté du succès. Dans son programme de formation d'ouvriers spécialisés, le ministère de la Main-d'œuvre prévoit la formation d'un grand nombre de femmes. J'imagine qu'en vertu du programme «Canada au travail», ce nombre sera égal ou même supérieur, je l'espère, à celui des PIL. Au moyen des programmes du ministère de la Main-d'œuvre du Canada, nous essayons de faire de notre mieux.

### LES PROGRAMMES TENDANT À LA SUPPRESSION DE LA DISCRIMINATION DANS L'EMPLOI À L'ÉGARD DES FEMMES

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, les manifestations ont peut-être incité l'opposition à soulever des questions sérieuses, malheureusement il n'a pas réussi à amener le gouvernement à y apporter des réponses tout aussi sérieuses. Étant donné que le chômage est sans cesse plus élevé chez les femmes que chez les hommes—le mois dernier, il était de 9.8 p. 100 chez les femmes contre 8.7 p. 100 chez les hommes, le ministre de la Main d'œuvre et de l'Immigration veut-il dire que tout ce que le gouvernement a conçu pour mettre un terme à la discrimination dans l'emploi à l'égard des femmes se résume aux deux éléments du programme dont il vient de parler?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Non, monsieur l'Orateur. Je ne parlais que de mon ministère. Je n'ai même pas énoncé le programme d'action positive qui fait partie intégrante des initiatives prises par mon ministère dans ce domaine. Il incombe aux deux niveaux de gouvernement et à l'entreprise privée d'assurer des services

## Questions orales

comme les garderies, pour permettre aux femmes de quitter le foyer et de prendre un emploi. Les femmes pour entrer dans le monde du travail ont à surmonter un certain nombre d'obstacles et de difficultés. L'initiative devrait peut-être venir des grandes entreprises et éventuellement du gouvernement fédéral. Il faudra étudier cette question et voir dans quelle mesure c'est l'ensemble des contribuables ou l'entreprise privée qui devrait supporter le coût de ces services; cela permettrait de faire tomber cette importante barrière qui empêche beaucoup de femmes d'entrer dans le monde du travail.

### PROPOSITION D'ADOPTION DE MESURES PRATIQUES EN FAVEUR DES FEMMES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement pourrait peut-être prendre certaines initiatives dans ce domaine. Il ne devrait pas attendre que le secteur privé s'y mette. Suivant l'exemple donné par le gouvernement du Manitoba et de certains États américains, qui ont lancé des programmes de mesures pratiques à l'intérieur d'organismes gouvernementaux, le ministre peut-il promettre à la Chambre que le gouvernement prendra des mesures pratiques pour améliorer la formation professionnelle des femmes, pour leur permettre d'occuper des postes de direction, étant donné qu'actuellement il y a proportionnellement moins de femmes que d'hommes à occuper des postes élevés?

**L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je m'engage à étudier sérieusement la demande du député.

\* \* \*

## LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

### L'INCIDENCE DE LA RÉGLEMENTATION SUR L'ÉCART DE TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma dernière question supplémentaire au ministre des Finances. Comme un des résultats négatifs du programme de contrôle a été l'élargissement de l'écart entre les salaires versés aux hommes et aux femmes dans l'effectif de la main-d'œuvre, le ministre des Finances peut-il dire à la Chambre ce que le gouvernement se propose de faire pour remédier à cette lacune, tandis que le programme de contrôle demeure en vigueur; ou comment se propose-t-il de combler cet écart croissant après la fin des contrôles?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, depuis le tout début, le programme de contrôle renfermait des exceptions précises pour accorder de plus fortes hausses aux femmes.

**M. Broadbent:** Dans combien de cas ont-elles été appliquées?

**M. Macdonald (Rosedale):** L'initiative à cet égard relève certes des représentants des femmes en question aux négociations collectives. La délégation qui était ici en fin de semaine a été invitée à s'entretenir avec M<sup>lle</sup> Menzies, vice-présidente de la Commission de lutte contre l'inflation, qui a expliqué explicitement les exceptions admissibles et souligné aux syndicalistes qu'ils doivent vouloir vivement améliorer la position des femmes qu'ils représentent. Ils doivent prendre l'initiative dans ce domaine.